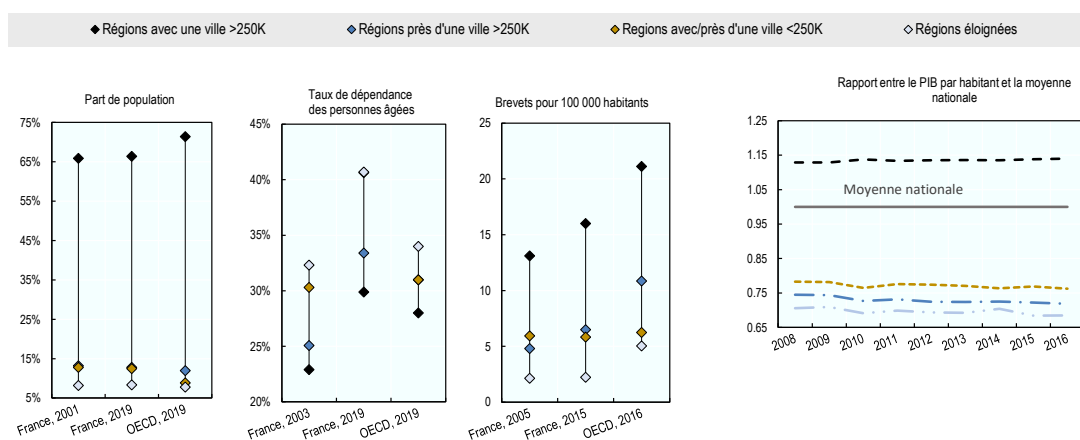


# France

## Profil statistique

Figure 1. Profil statistique



	Croissance de la population 2008-2019 (%)	Croissance de l'emploi 2008-2017 (%)	Valeur ajoutée brute par travailleur (1 000 USD ppa)	Part de la Valeur ajoutée brute de l'industrie manufacturière (%)	Lits d'hôpital pour 1 000 habitants
Régions avec une ville >250K	0.5 (0.7)	0.4 (0.9)	95 (92)	10.5 (17.2)	6.0 (8.0)
Régions près d'une ville >250K	0.2 (0.3)	0.9 (0.5)	75 (79)	15 (22.4)	5.5 (8.1)
Régions avec/près d'une ville <250K	0.3 (0.2)	-0.1 (0.0)	76 (71)	15 (19.6)	5.8 (4.9)
Régions éloignées	0.3 (0.5)	1.2 (0.2)	73 (73)	13 (17.5)	5.9 (4.6)

Note: La moyenne de l'OCDE est présentée entre parenthèses. Les données relatives aux lits d'hôpital datent de 2018 et les données relatives à la VAB par travailleur, à la VAB par secteur et au taux d'emploi datent de 2017. La VAB et le PIB sont mesurés en USD PPA (2015). La moyenne de l'OCDE par ordre dans le tableau a été faite avec 33, 25, 26, 25, 19 pays avec les données disponibles. La croissance de l'emploi est mesurée en termes d'emploi sur le lieu de travail.

Source: (OECD, 2020<sup>[1]</sup>) OECD Regional Statistics (database), <http://dx.doi.org/10.1787/region-data-e>.

## Cadre politique et institutionnel du développement rural

### Définition du terme "rural"

- ❖ En France, il n'existe pas de définition unique du terme "rural". L'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), en se basant sur la différenciation fonctionnelle des territoires, identifie six types de zones urbaines et décrit l'influence des villes sur l'arrière-pays. De même, l'Observatoire des Territoires définit les zones rurales sur la base d'une multiplicité d'indicateurs, en excluant les unités urbaines regroupant plus de 10 000 emplois. Cette typologie identifie trois types de zones rurales : les zones côtières

et la campagne urbaine, les zones rurales agricoles et les zones de vieillissement de la population. Globalement, les définitions en France reconnaissent la variété des zones rurales, y compris les zones mixtes rurales/urbaines, les zones rurales proches des villes et les zones rurales éloignées.

### **Politique nationale de la ruralité**

- ❖ La France ne dispose pas d'une politique rurale nationale explicite. Le gouvernement actuel travaille sur un agenda rural, suivant l'agenda rural européen défini par les Déclarations de Cork. Il s'agit d'un plan national visant à encourager le développement rural et à améliorer les conditions de vie des habitants des zones rurales. Une mission chargée d'élaborer des propositions a été lancée en mars 2019. Actuellement, pour la période 2017-2022, les contrats de ruralité sont le mécanisme de coordination des investissements publics dans les zones rurales. Cette politique s'appuie sur un comité interministériel aux ruralités, signée entre les collectivités locales et l'Etat.

### **Ministère(s) responsable(s) et autres organismes de coordination**

**Tableau 1. Principales institutions chargées des politiques de développement rural au niveau national**

Ministères/Départements (par ordre d'importance)	Rôle
Ministère de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales	Définir et mettre en œuvre les politiques de planification et les politiques de développement urbain et rural
Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation	Définir et mettre en œuvre les politiques agricoles
Réseau rural français	Comité national regroupant les ministères, les autorités de gestion (conseils régionaux), la société civile et les entreprises sur les politiques de développement rural mises en œuvre par l'UE et l'Etat, financées par le FEDER (programme LEADER) et les crédits nationaux et régionaux. Ce comité vise à échanger les expériences et les bonnes pratiques en matière de développement rural. Il existe dans d'autres pays de l'UE.

**Tableau 2. Principales institutions chargées des politiques de développement rural au niveau infranational**

Institutions (par ordre d'importance)	Rôle
Agences nationales déconcentrées et agences régionales autonomes	Planification et exécution

### **Objectifs clés de la politique rurale et mécanismes de mise en œuvre**

- ❖ Le développement rural de la France accorde la même importance aux domaines économique, social et environnemental (tableau 3). Le tableau 4 présente les principales priorités de la politique rurale.
- ❖ Les principaux mécanismes de mise en œuvre de la politique de développement rural en France sont les contrats et les accords avec les communautés locales.

**Tableau 3. Importance des secteurs dans la politique de développement rural**

Domaines d'action	Poids sur la politique rurale- France	Moyenne OCDE
Economique	33%	40%
Social	33%	30%
Environnemental	33%	30%

*Note:* Réponses auto-communiquées par le délégué du pays à la question : "Veuillez noter de 1 à 10 l'importance que les politiques de développement rural de votre pays accordent aux domaines économique, social et environnemental".

*Source:* OECD (2018), "Responses to the institutional survey on rural policy in OECD countries".

**Tableau 4. Principaux objectifs de la politique de développement rural**

Principaux objectifs	Programmes	Principaux mécanismes financiers pour soutenir la stratégie
Prestation de services	Maisons de services au public	Soutien financier aux collectivités locales
Production agricole	La politique agricole commune de l'UE (PAC), Programme National pour l'Alimentation (PNA)	Subventions
Développement des compétences	Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT). Une transformation de l'organisation déconcentrée et le soutien aux collectivités locales ont été engagés	Paiements directs
Qualité de vie/bien-être des habitants des zones rurales	-	
Durabilité environnementale	Contrats de transition écologique (CTE), réunissant la société civile, les entreprises, les habitants et les collectivités locales pour élaborer un projet commun sur le changement climatique	Subventions et contributions directes

*Note:* Les objectifs présentés sont les objectifs ayant obtenu les meilleurs scores dans les réponses à l'enquête.

*Source:* OECD (2018), "Responses to the institutional survey on rural policy in OECD countries".